Les règles applicables au Service de Restauration et d'Hébergement (SRH) du Collège de l'Astarac de MIRANDE

Vu le Code de l'Éducation
Vu le Code général des collectivités territoriales
Vu la loi n° 809 du 13 août 2004 et notamment l'article 82
Vu le décret 85-924 du 30 août 1985 modifié
Vu le décret 85-934 du 4 septembre 1985 modifié
Vu le décret 2006-753 du 29 juin 2006
Vu la délibération du Conseil général du 27 juin 2014
Vu la convention de partenariat, définissant les objectifs et les moyens entre la Collectivité territoriale de rattachement et le collège

Article 1 – Les règles générales

Le service de restauration et d'hébergement (SRH) fonctionne les lundi, mardi, (mercredi), jeudi, vendredi, durant la période scolaire en présence des élèves.

Le temps du déjeuner est un moment qui contribue à la qualité de vie dans l'établissement et à la santé de tous, particulièrement des élèves, à qui la priorité d'accueil est donnée.

Peuvent bénéficier du service de restauration si les capacités d'accueil sont suffisantes :

- les personnels de l'Éducation nationale ou du Département, travaillant à temps partiel ou à temps complet, dans l'établissement ;
- les élèves du premier degré, leurs accompagnants, les lycéens, sous réserve d'une convention entre les collectivités de tutelle et le (les) établissement(s) ;
- les personnels du Département travaillant ponctuellement dans l'établissement, les stagiaires en formation continue, les personnes extérieures au collège accueillies par le chef d'établissement ou invitées par la Collectivité territoriale, avec l'accord de celui-ci.

La capacité d'accueil s'apprécie en fonction des règles d'hygiène et de sécurité, de la capacité de production, des moyens en personnel, du mode de distribution, du nombre de places assises, du taux de rotation et de la gestion de l'accès.

Les consignes affichées à l'entrée du restaurant doivent être respectées. Les denrées alimentaires servies au restaurant scolaire sont obligatoirement consommées sur place, à l'exception de celles destinées à l'infirmier(e) dans l'exercice de ses fonctions.

Conformément à la circulaire du 16 août 2011 du ministère de l'Intérieur relative au rappel des règles afférentes au principe de laïcité, « des demandes particulières, fondées sur des motifs religieux, ne peuvent justifier une adaptation du service public ». Aussi, « le fait de prévoir des menus en raison de pratiques confessionnelles ne constitue ni un droit pour les usagers ni une obligation pour les collectivités ».

A l'exception des élèves bénéficiant d'un protocole en P.A.I. (Projet d'accueil individualisé), pour des raisons d'hygiène et de sécurité, il est interdit d'introduire des aliments périssables dans l'enceinte de la cuisine (zone production).

L'offre de restauration n'étant pas une obligation, il est demandé aux élèves usagers du SRH, un comportement correct. L'accès à la demi-pension et le moment du repas doivent se faire dans le calme.

Les élèves doivent le respect au personnel de service. Ils doivent également prendre soin du matériel mis à leur disposition. Tout objet brisé ou détérioré sera facturé aux familles : le montant de la facture sera défini en Conseil d'administration.

La présence aux repas est obligatoire pour tous les pensionnaires et demi-pensionnaires.

Les absences exceptionnelles ou répétitives doivent être signalées par la famille auprès de la vie scolaire. Elles n'ouvrent pas droit à remise, sauf les cas prévus à l'article 4.

Tout manquement aux règles du SRH par un élève peut entraîner son exclusion temporaire ou définitive sur simple décision du chef d'établissement.

Article 2 - L'accès au service de restauration et d'hébergement

Ont accès au service de restauration :

a) Les élèves régulièrement inscrits dans un établissement gersois comme demi-pensionnaires, internes ou occasionnellement, les externes sur demande motivée des familles et les élèves venant participer à des échanges dans le cadre de l'UNSS.

b) Les commensaux

Sont considérés comme commensaux, les personnels titulaires, stagiaires ou contractuels affectés dans l'établissement à temps plein ou partiel, conformément à l'article 1.

c) Les hébergés

Ont le statut d'hébergés, les élèves et les personnels d'autres établissements accueillis dans le cadre d'une convention signée entre les établissements d'origine, l'établissement d'accueil, la ou les collectivités territoriales de rattachement concernées.

d) Les hôtes de passage

Conformément à l'article 1, ont le statut d'hôtes de passage :

- les personnels départementaux prenant leur repas au collège en raison de leur activité professionnelle, notamment les personnels rattachés à la Direction Déplacements Infrastructures du Département (DDI).
- les personnes extérieures au collège accueillies par le chef d'établissement ou invitées par les tutelles territoriales, avec l'accord de celui-ci, dans le cadre d'activités pédagogiques ou ayant trait à la vie de l'établissement.

Article 3 - L'hébergement des élèves

3.1 - Modalités d'inscription

L'inscription est faite par le chef d'établissement au début de chaque année scolaire divisée en trois termes. La famille de l'élève peut demander à bénéficier de l'un des régimes d'hébergement suivants :

- Demi-pension
- Internat